



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 62.452/2
du 6 décembre 2017

advies 62.452/2
van 6 december 2017

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
10 février 2008 relatif aux
conditions en matière de
formation et à la
reconnaissance des
qualifications professionnelles
CE pour l'exercice de la
profession de détective privé,
ainsi qu'à l'agrément des
formations'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
[koninklijk besluit] van
10 februari 2008 betreffende de
vereisten met betrekking tot de
opleiding en de erkenning van
de EG-beroepskwalificaties
voor het uitoefenen van het
beroep van privé-detective en
de erkenning van de
opleidingen'

Le 9 novembre 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments, à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 10 février 2008 relatif aux conditions en matière de formation et à la reconnaissance des qualifications professionnelles CE pour l'exercice de la profession de détective privé, ainsi qu'à l'agrément des formations'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 6 décembre 2017. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Laurence VANCRAVEBECK, première auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 décembre 2017.

*

Op 9 november 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eersteminister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met de Regie der gebouwen, verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het [koninklijk besluit] van 10 februari 2008 betreffende de vereisten met betrekking tot de opleiding en de erkenning van de EG-beroepskwalificaties voor het uitoefenen van het beroep van privé-detective en de erkenning van de opleidingen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 6 december 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Laurence VANCRAVEBECK, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 december 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Comme l'indique son article 1^{er}, l'arrêté en projet tend à modifier l'arrêté royal du 10 février 2008 'relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelle et à la reconnaissance des qualifications professionnelles CE pour l'exercice de la profession de détective privé, ainsi qu'à l'agrément des formations' en vue d'assurer la transposition partielle de la directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 'modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le règlement (UE) n° 1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur'.

Il aurait été opportun, afin de faciliter l'examen du projet, que soient joints à la demande d'avis, un tableau de correspondance entre le texte du projet et celui de la directive 2013/55/UE, ainsi qu'un tableau établissant une correspondance en sens inverse, l'établissement de pareil tableau se révélant en toute hypothèse opportun dès la phase de la préparation du projet ensuite soumis au Conseil d'État ¹.

L'arrêté royal en projet n'est en outre pas accompagné d'un rapport au Roi et aucun autre document du dossier ne permet d'identifier la correspondance entre les dispositions en projet et celles de la directive 2013/55/UE.

Dans ces conditions et vu le délai imparti, la section de législation du Conseil d'État ne peut garantir que l'intégralité des dispositions pertinentes de la directive ont pu faire l'objet d'une transposition.

2. Comme l'indique l'article 1^{er} du projet, il s'agit d'une transposition partielle. En matière de reconnaissance des qualifications professionnelles, le législateur fédéral a opté pour un système de transposition horizontale, par le biais de la loi du 12 février 2008 'instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE', complété par des transpositions verticales (sectorielles) pour des professions bien précises. En effet, selon l'article 4, § 4, de cette loi,

« [L]orsque, pour une profession réglementée autre que celle visée au § 3, d'autres dispositifs spécifiques concernant directement la reconnaissance des qualifications professionnelles sont prévus dans un instrument distinct du droit communautaire ou national, les dispositions correspondantes de la présente loi ne s'appliquent pas ».

¹ Voir en ce sens l'avis n° 43.747/2 donné le 5 décembre 2007 sur le projet devenu l'arrêté royal du 10 février 2008, observation générale n° 5.

Compte tenu du régime spécifique prévu par l'arrêté en projet en exécution de la loi du 19 juillet 1991 'organisant la profession de détective privé' et en vue d'assurer la sécurité juridique, il convient d'indiquer dans l'arrêté en projet comment celui-ci doit se combiner avec la loi du 12 février 2008 en précisant quelles sont les « dispositions correspondantes » de cette loi qui dès lors ne sont pas applicables en l'espèce.

3. La version française de nombreuses dispositions en projet, manifestement traduite de la version néerlandaise, ne correspond pas toujours aux termes de la version française de la directive 2005/36/CE. Ceci est source d'insécurité juridique. Au-delà des observations particulières qui mentionneraient certaines difficultés de cet ordre, l'auteur du projet veillera à assurer au mieux, dans les deux langues, la transposition de la directive 2005/36/CE.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 1^{er} doit préciser qu'il s'agit de l'article 3, § 1^{er}, 4°, de la loi du 19 juillet 1991 'organisant la profession de détective privé' qui constitue le fondement légal du projet.

2. Compte tenu de l'article 1^{er} du projet, le considérant mentionnant la nécessité de transposer en droit belge la directive 2013/55/UE est inutile et doit être omis.

DISPOSITIF

Article 2

1. Au 2° en projet, il convient de ne pas préciser les modifications subies par la loi du 19 juillet 1991, afin que la référence à cette loi soit dynamique, c'est-à-dire qu'elle puisse viser toutes les modifications actuelles et futures de cette loi.

2. Au 3°, dans la version française, le mot « des » sera remplacé par le mot « les ».

3. Au 6°, il y a lieu de remplacer les mots « dans l'Union européenne » par les mots « dans un ou plusieurs États membres ».

4. Au 7°, dans la définition de l'expérience professionnelle, il convient, dans la version française, de se référer à l'exercice de la profession « à temps plein ou à temps partiel » et non « à temps plein ou à mi-temps », afin de se conformer à l'article 3, paragraphe 1, f), de la directive 2005/36/CE.

5. Au 9°, dans la version française, il convient d'ajouter le mot « visées » après le mot « décisions ».

6. Au 13°, dans la version française, mieux vaut utiliser l'expression « matières substantiellement différentes », qui correspond à la terminologie utilisée à l'article 14, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE, tel que remplacé par la directive 2013/55/UE.

7. Au 15°, la définition de la notion d'épreuve d'aptitude est suivie par quatre alinéas qui ont trait aux conditions d'organisation d'une telle épreuve.

De tels éléments n'ont pas leur place dans un article consacré aux définitions. Ils doivent figurer ailleurs dans le dispositif.

8. Au 16°, la définition du stage d'adaptation est suivie de dispositions visant à préciser comment ce stage est organisé.

Comme indiqué à propos du 15°, de tels éléments n'ont pas leur place dans un article consacré aux définitions. Ils doivent figurer ailleurs dans le dispositif.

À cet égard, on signalera que l'article 23^{quater} en projet a trait à cet objet mais que, contrairement à la disposition en projet, qui prévoit de confier les modalités relatives à l'organisation du stage et au statut de stagiaire à « l'autorité compétente de l'État membre receveur »², l'article 23^{quater} les confie au « ministre ». Le 16° sera revu en vue notamment de mieux s'articuler avec l'article 23^{quater} en projet.

9. Au 18°, dans la version française, le « système européen pour le transfert des crédits ou crédits ECTS » sera défini en utilisant la terminologie de l'article 3, paragraphe 1, n), de la directive 2005/36/CE et en veillant à en assurer une transposition complète³.

Article 4

L'article 17^{ter}, alinéa 1^{er}, en projet de l'arrêté royal du 10 février 2008 vise à transposer l'article 4^{septies}, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE, tel qu'inséré par la directive 2013/55/UE, en le reproduisant assez fidèlement.

Or, dès lors qu'il s'agit de transposer cette disposition dans le secteur particulier des détectives privés, il convient de ne pas rester à un degré de généralité aussi élevé en mentionnant « la profession entièrement réglementée en Belgique », mais bien de viser plus spécifiquement la profession de détective privé.

Une observation analogue vaut pour la suite du projet, notamment pour l'article 23^{bis}, alinéa 1^{er}, b), en projet à l'article 7.

² Mieux vaut toutefois viser « l'autorité compétente belge », qui fait l'objet d'une définition à l'article 2, § 1^{er}, 10°, en projet.

³ En faisant référence, notamment, à l'Espace européen de l'enseignement supérieur.

Article 6

La disposition en projet, qui remplace l'article 20 de l'arrêté royal du 10 février 2008, transpose l'article 13, paragraphes 1 et 2, de la directive 2005/36/CE, tel que remplacé par la directive 2013/55/UE. La question se pose de savoir par quelle disposition sont transposés les paragraphes 3 et 4 de l'article 13 précité.

Article 7

La section 2 en projet du chapitre IV du titre III de l'arrêté royal du 10 février 2008 concerne les mesures compensatoires et prévoit, à l'article 23bis en projet, qu'une décision de reconnaissance des qualifications professionnelles peut être subordonnée à la réussite d'une épreuve d'aptitude ou à un stage d'adaptation dans les hypothèses qu'il énumère. Il vise ainsi à transposer l'article 14 de la directive 2005/36/CE relatif aux mesures de compensation.

Selon l'article 14, § 2, précité,

« 2. Si l'État membre d'accueil fait usage de la possibilité prévue au paragraphe 1, il doit laisser au demandeur le choix entre le stage d'adaptation et l'épreuve d'aptitude.

Lorsqu'un État membre estime que, pour une profession déterminée, il est nécessaire de déroger au choix laissé au demandeur entre le stage d'adaptation et l'épreuve d'aptitude en vertu du premier alinéa, il en informe préalablement les autres États membres et la Commission en fournissant une justification adéquate pour cette dérogation.

Si la Commission considère que la dérogation visée au deuxième alinéa n'est pas appropriée ou qu'elle n'est pas conforme au droit de l'Union, elle adopte, dans les trois mois suivant la réception de toutes les informations nécessaires, un acte d'exécution par lequel elle demande à l'État membre concerné de s'abstenir de prendre la mesure envisagée. À défaut de réaction de la Commission à l'issue de ce délai, la dérogation peut être appliquée ».

Il semble, à la lecture de l'article 23ter, alinéa 2, en projet, que l'intention n'est pas de laisser au demandeur le choix entre un stage d'adaptation et une épreuve d'aptitude. Si tel est bien le cas, l'attention de l'auteur du projet est dès lors attirée sur l'obligation qu'il a d'informer préalablement les autres États membres et la Commission en fournissant une justification adéquate pour cette dérogation.

Article 11

1. La disposition en projet vise à compléter l'article 26 de l'arrêté royal du 10 février 2008 afin de prévoir un contrôle permettant de vérifier que le professionnel connaît l'une des trois langues nationales lorsqu'il existe des doutes sérieux et concrets sur le degré suffisant de ses connaissances linguistiques pour les prestations professionnelles qu'il souhaite exercer.

La nature exacte de ce contrôle et les conséquences qui en découlent ne sont pas précisées, le ministre de l'Intérieur étant chargé de déterminer « les modalités de ce contrôle linguistique ». Il est toutefois prévu que ce contrôle « est susceptible d'un recours devant le tribunal de première instance de Bruxelles », mais sans possibilité d'interjeter appel contre la décision du tribunal.

L'article 53, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE permet un contrôle des connaissances linguistiques dans l'hypothèse prévue par la disposition en projet. Son paragraphe 4 précise à cet égard ce qui suit :

« 4. Le contrôle linguistique doit être proportionné à l'activité à exercer. Le professionnel concerné peut intenten un recours contre ce contrôle en vertu du droit national ».

Compte tenu de ces éléments, la disposition en projet appelle les observations suivantes.

2. Il convient que l'arrêté en projet précise la nature du contrôle, par qui il est effectué et quels sont ses effets, le ministre ne pouvant, par le biais d'une habilitation relative aux modalités, combler l'imprécision à cet égard.

3. *A priori*, ce contrôle devrait aboutir à une décision constatant soit la connaissance suffisante, soit la connaissance insuffisante. Une telle décision serait prise par une autorité administrative et relèverait ainsi des actes qui, en vertu de l'article 14 des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État', sont susceptibles d'un recours en annulation devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État.

Il ne peut donc être admis que le Roi décide de confier les recours concernant de telles décisions à un tribunal de l'Ordre judiciaire, seul le législateur pouvant prévoir un tel cas de figure, pour autant encore qu'il respecte le principe d'égalité et de non-discrimination.

4. Il convient de transposer également l'article 53, paragraphe 4, première phrase, de la directive 2005/36/CE.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Zoals in artikel 1 vermeld wordt, strekt het ontworpen besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 februari 2008 ‘betreffende de vereisten met betrekking tot de opleiding en de erkenning van de EG-beroepskwalificaties voor het uitoefenen van het beroep van privé-detective en de erkenning van de opleidingen’ teneinde te voorzien in de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2013/55/EU van het Europees Parlement en de Raad van 20 november 2013 ‘tot wijziging van Richtlijn 2005/36/EG betreffende de erkenning van beroepskwalificaties en Verordening (EU) nr. 1024/2012 betreffende de administratieve samenwerking via het Informatiesysteem interne markt’.

Om het onderzoek van het ontwerp te vergemakkelijken, was het wenselijk geweest bij de adviesaanvraag een tabel te voegen die voor elke bepaling van het ontwerp de overeenkomstige bepalingen van richtlijn 2013/55/EU aangeeft, alsmede een transponeringstabel in omgekeerde zin; het opmaken van een dergelijke tabel blijkt in ieder geval wenselijk vanaf de fase van de voorbereiding van het ontwerp dat vervolgens aan de Raad van State wordt voorgelegd.¹

Bovendien gaat het ontworpen koninklijk besluit niet vergezeld van een verslag aan de Koning en kan uit geen enkel ander document in het dossier opgemaakt worden in hoeverre de ontworpen bepalingen en de bepalingen van richtlijn 2013/55/EU met elkaar overeenstemmen.

Gelet op het voorgaande en op de termijn die haar toegemeten is, kan de afdeling Wetgeving van de Raad van State niet garanderen dat alle relevante bepalingen van de richtlijn wel degelijk omgezet zijn.

2. Zoals aangegeven is in artikel 1 van het ontwerp, gaat het om een gedeeltelijke omzetting. Wat de erkenning van de beroepskwalificaties betreft, heeft de federale wetgever geopteerd voor een horizontale omzetting via de wet van 12 februari 2008 ‘tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties’, aangevuld met verticale (sectorale) omzettingen voor welbepaalde beroepen. Artikel 4, § 4, van die wet bepaalt immers het volgende:

¹ Zie in die zin advies 43.747/2, dat gegeven is op 5 december 2007 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 10 februari 2008, algemene opmerking 5.

“Indien voor een ander gereguleerd beroep dan deze bedoeld in § 3, in een afzonderlijk communautair of nationaal rechtsinstrument een andere specifieke regeling die in rechtstreeks verband staat met de erkenning van beroepskwalificaties is vastgesteld, zijn de overeenkomstige bepalingen van deze wet niet van toepassing.”

Gelet op de specifieke regeling waarin het ontworpen besluit voorziet met het oog op de uitvoering van de wet van 19 juli 1991 ‘tot regeling van het beroep van privé-detective’ en teneinde de rechtszekerheid te waarborgen, dient in het ontworpen besluit aangegeven te worden hoe dit besluit dient samen te gaan met de wet van 12 februari 2008 door te preciseren welke de “overeenkomstige bepalingen” van die wet zijn die derhalve *in casu* niet van toepassing zijn.

3. De Franse tekst van vele ontworpen bepalingen is duidelijk een vertaling van de Nederlandse tekst en stemt niet altijd overeen met de bewoordingen die in de Franse tekst van richtlijn 2005/36/EG gebruikt worden. Dat geeft aanleiding tot rechtsonzekerheid. Naast de bijzondere opmerkingen waarin bepaalde problemen van die aard aangekaart zouden worden, dient de steller van het ontwerp ervoor te zorgen dat richtlijn 2005/36/EG in beide talen zo goed mogelijk omgezet wordt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het eerste lid dient gepreciseerd te worden dat artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 19 juli 1991 ‘tot regeling van het beroep van privé-detective’ de rechtsgrond van het ontwerp vormt.

2. Gelet op artikel 1 van het ontwerp is de overweging waarin gewag gemaakt wordt van de noodzaak om richtlijn 2013/55/EU in Belgisch recht om te zetten, overbodig en moet ze weggelaten worden.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. In de ontworpen bepaling onder 2° behoort niet opgegeven te worden welke wijzigingen in de wet van 19 juli 1991 aangebracht zijn, zodat naar die wet dynamisch verwezen wordt, dat wil zeggen zodat ze kan verwijzen naar alle thans en in de toekomst geldende wijzigingen van die wet.

2. In de Franse tekst de bepaling onder 3° moet het woord “des” vervangen worden door het woord “les”.

3. In de bepaling onder 6° moeten de woorden “in de Europese Gemeenschap” vervangen worden door de woorden “in een of meer lidstaten”.

4. In de Franse tekst van de bepaling onder 7° dient in de definitie van het begrip “*expérience professionnelle*” te worden verwezen naar “*l’exercice (...) de la profession (...) à temps plein ou à temps partiel*”, en niet naar “*l’exercice (...) de la profession (...) à temps plein ou à mi-temps*” zodat ze in overeenstemming is met artikel 3, lid 1, f), van richtlijn 2005/36/EG.

5. In de Franse tekst van de bepaling onder 9° dient het woord “*visées*” te worden ingevoegd na het woord “*décisions*”.

6. In de Franse tekst van de bepaling onder 13° zou men zich beter bedienen van de uitdrukking “*matières substantiellement différentes*”, die overeenstemt met de terminologie die gebruikt wordt in artikel 14, lid 4, van richtlijn 2005/36/EG, zoals het vervangen is bij richtlijn 2013/55/EU.

7. In de bepaling onder 15° wordt de definitie van het begrip “*bekwaamheidsproef*” gevolgd door vier leden die betrekking hebben op de voorwaarden voor het organiseren van een dergelijke proef.

Dergelijke elementen horen niet thuis in een artikel dat aan de definities gewijd is. Ze moeten elders in het dispositief opgenomen worden.

8. In de bepaling onder 16° wordt de definitie van de aanpassingsstage gevolgd door bepalingen die nader aangeven hoe die stage georganiseerd wordt.

Zoals reeds aangegeven is in verband met de bepaling onder 15°, horen dergelijke elementen niet thuis in een artikel dat aan de definities gewijd is. Ze moeten elders in het dispositief opgenomen worden.

In dat verband moet erop gewezen worden dat in het ontworpen artikel 23^{quater}, dat over dat onderwerp gaat, bepaald wordt dat de nadere regeling van de organisatie van de stage en het statuut van de stagiair toevertrouwd worden aan de “*minister*”, terwijl de ontworpen bepaling vaststelt dat die nadere regeling toevertrouwd wordt aan “*de bevoegde autoriteit van de ontvangende lidstaat*”². De bepaling onder punt 16° moet herzien worden, inzonderheid om ze beter aan te laten sluiten bij het ontworpen artikel 23^{quater}.

9. In de Franse tekst van de bepaling onder 18° moet de definitie van het “*système européen pour le transfert des crédits ou crédits ECTS*” gesteld worden in de bewoordingen van artikel 3, lid 1, n), van richtlijn 2005/36/EG, waarbij erop toegezien dient te worden dat laatstgenoemde bepaling volledig omgezet wordt.³

² Het is echter beter te verwijzen naar “*de bevoegde Belgische autoriteit*”, die gedefinieerd wordt in het ontworpen artikel 2, § 1, 10°.

³ Door inzonderheid te verwijzen naar het “*l’Espace européen de l’enseignement supérieur*”.

Artikel 4

Het ontworpen artikel 17^{ter}, eerste lid, van het koninklijk besluit van 10 februari 2008 strekt ertoe artikel 4^{septies}, lid 1, van richtlijn 2005/36/EG, zoals ingevoegd bij richtlijn 2013/55/EU, om te zetten door het vrij getrouw over te nemen.

Aangezien die bepaling omgezet dient te worden voor de specifieke sector van de privé-detectives, behoort men evenwel niet zo algemeen te blijven door “het volledige gereguleerde beroep in België” te schrijven, maar moet meer specifiek naar het beroep van privé-detective verwezen worden.

Een soortgelijke opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp, in het bijzonder voor het ontworpen artikel 23^{bis}, eerste lid, b) (artikel 7 van het ontwerp).

Artikel 6

De ontworpen bepaling, die in de plaats komt van artikel 20 van het koninklijk besluit van 10 februari 2008, voorziet in de omzetting van artikel 13, leden 1 en 2, van richtlijn 2005/36/EG, zoals vervangen bij richtlijn 2013/55/EU. De vraag rijst bij welke bepaling de leden 3 en 4 van het voornoemde artikel 13 omgezet worden.

Artikel 7

In de ontworpen afdeling 2 van titel III, hoofdstuk IV, van het koninklijk besluit van 10 februari 2008, die over de compenserende maatregelen handelt, wordt in het ontworpen artikel 23^{bis} bepaald dat een beslissing tot erkenning van beroepskwalificaties afhankelijk gesteld kan worden van het slagen voor een bekwaamheidsproef of een aanpassingsstage in de gevallen die daarin opgesomd worden. Dat artikel strekt dus tot de omzetting van artikel 14 van richtlijn 2005/36/EG, wat de compenserende maatregelen betreft.

Het voornoemde artikel 14, lid 2, luidt als volgt:

“2. Indien de ontvangende lidstaat van de mogelijkheid van lid 1 gebruikmaakt, moet hij de aanvrager de keuze laten tussen een aanpassingsstage en een proeve van bekwaamheid.

Wanneer een lidstaat meent dat het voor een bepaald beroep noodzakelijk is van de eerste alinea af te wijken en de aanvrager niet de keuze te laten tussen een aanpassingsstage en een proeve van bekwaamheid, stelt hij de andere lidstaten en de Commissie vooraf hiervan in kennis, waarbij hij deze afwijking afdoende motiveert.

Wanneer de Commissie van mening is dat de in de tweede alinea bedoelde afwijking onterecht of in strijd met het Unierecht is, stelt zij binnen drie maanden na ontvangst van alle nodige informatie een uitvoeringshandeling vast waarbij de betrokken lidstaat verzocht wordt om van de voorgenomen maatregel af te zien. Wanneer binnen deze termijn geen reactie van de Commissie is ontvangen, kan de afwijking worden toegepast.”

Uit het ontworpen artikel 23^{ter}, tweede lid, blijkt dat het niet de bedoeling is de aanvrager de keuze te laten tussen een aanpassingstage en een bekwaamheidsproef. Indien dat inderdaad het geval is wordt de steller van het ontwerp erop gewezen dat hij verplicht is de andere lidstaten en de Commissie daarvan vooraf in kennis te stellen, waarbij hij deze afwijking afdoende dient te motiveren.

Artikel 11

1. De ontworpen bepaling strekt ertoe artikel 26 van het koninklijk besluit van 10 februari 2008 aan te vullen teneinde te voorzien in een controle aan de hand waarvan kan worden nagegaan of de beroepsbeoefenaar één van de drie landstalen machtig is als er ernstige en concrete twijfel over bestaat of hij wel over voldoende talenkennis beschikt voor de beroepswerkzaamheden die hij wil uitoefenen.

Aangezien de minister van Binnenlandse zaken belast wordt met het bepalen van “de modaliteiten van deze taalcontrole”, worden de precieze aard ervan en de gevolgen die eruit voortvloeien niet nader bepaald. Er wordt evenwel bepaald dat tegen die controle “beroep [kan] worden aangetekend bij de rechtbank van eerste aanleg van Brussel”, maar dat tegen het vonnis van de rechtbank van eerste aanleg geen hoger beroep mogelijk is.

Krachtens artikel 53, lid 3, van richtlijn 2005/36/EG is een controle van talenkennis mogelijk in het geval waarin de ontworpen bepaling voorziet. In het vierde lid van artikel 53 wordt in dat verband het volgende bepaald:

“4. Elke controle van talenkennis dient evenredig te zijn met de uit te oefenen activiteit. De beroepsbeoefenaar kan tegen deze taalcontrole beroep aantekenen krachtens het nationale recht”.

Gelet op deze gegevens geeft de ontworpen bepaling aanleiding tot de volgende opmerkingen.

2. In het ontwerpbesluit dient nader aangegeven te worden wat de precieze aard is van de controle, wie die controle uitoefent en welke de gevolgen ervan zijn, aangezien de minister de onnauwkeurigheid dienaangaande niet kan opvangen middels een machtiging betreffende de modaliteiten.

3. Die controle zou *a priori* moeten leiden tot in een beslissing waarbij vastgesteld wordt dat de kennis ofwel voldoende, ofwel onvoldoende is. Een dergelijke beslissing zou door een administratieve overheid genomen worden en zou aldus behoren tot de handelingen waartegen krachtens artikel 14 van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’ een beroep tot nietigverklaring ingesteld kan worden bij de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State.

Er kan dan ook niet aanvaard worden dat de Koning beslist om de beroepen tegen dergelijke beslissingen toe te vertrouwen aan een rechtbank van de rechterlijke orde, aangezien

alleen de wetgever kan voorzien in een dergelijk geval, voor zover hij dan nog het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie in acht neemt.

4. Artikel 53, lid 4, eerste zin, van richtlijn 2005/36/EG dient eveneens omgezet te worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Pierre VANDERNOOT